



Forum Mondial Sciences et Démocratie Initiatives en France

POUR UN SEMINAIRE DE LA SOCIETE CIVILE SUR LES ENJEUX DE LA RECHERCHE

PARIS, 1ER TRIMESTRE 2012

Les 4 et 5 février 2011 s'est tenu à Dakar le Second Forum Mondial Sciences et Démocratie qui a réuni plus de 130 universités, ONGs, institutions scientifiques et gouvernements des 5 continents dans le cadre d'un dialogue politique visant à questionner le rapport de nos sociétés à leurs institutions de recherche et d'enseignement supérieur, au nord comme au sud. Le succès de cette entreprise, lancée en 2007, nous amène à proposer de décliner ces débats aux niveaux régionaux et nationaux. La présente initiative concerne le contexte français et, indirectement, la situation à l'échelle européenne.

LA RECHERCHE QUI SE PREPARE AUJOURD'HUI PREFIGURE UNE SOCIETE A VENIR

Les sciences et les technologies sont des faits sociaux et culturels. Elles pèsent de tout leur poids sur notre vision du monde, les orientations de nos sociétés, sur des échelles de temps souvent sans rapport avec le rythme de nos démocraties contemporaines. Comme les choix effectués dans les années 1970 pèsent en ce début de 21ème siècle, ceux d'aujourd'hui influenceront sur les trajectoires de nos sociétés pour les 50 ans à venir.

Prioriser une recherche entendue d'abord comme vecteur de compétitivité du pays, comme source d'innovation technologique au détriment des sciences humaines et sociales et aux humanités relève d'une certaine vision de l'économie, de la société, du savoir et de la richesse ; n'évoquer que les innovations technologiques en passant sous silence les innovations socio-économiques (soit la capacité du corps social à inventer des modes d'organisation, de production et distribution) sont des choix. Ils ne sont presque jamais discutés et ne sont pas les seuls choix possibles.

De leur côté, les acteurs de la société civile agissent le plus souvent en aval d'innovations technologiques, sous forme de veille ou de contre-expertise, sans questionner encore suffisamment l'impact et la construction des programmes de recherche. D'autres interventions collectives, plus en amont, ne seraient-elles pas tout aussi utiles au monde de la recherche et à nos sociétés ? D'autres formes de mises en débat des choix scientifiques et technologiques ne sont-elles pas souhaitables, imaginables, possibles ? Ne pourrions-nous trouver des modes des processus de décision plus respectueux du débat public et susceptibles de renforcer le pacte nécessaire de notre société avec ses chercheurs et ingénieurs ? Ne serait-il pas enfin souhaitable de prendre pleinement en compte le fait que d'autres acteurs dans la société produisent des savoirs et des connaissances utiles à la société, qu'il conviendrait de renforcer et de soutenir eux aussi ?

Dans cette première optique, nous proposons d'inscrire ce séminaire dans le cadre de l'agenda de la Conférence Rio+20, au cours de laquelle l'hypothèse d'une *Green Economy* sera discutée, en tant que

chemin à privilégier pour faire évoluer « nos modèles de développement ». Cette hypothèse conditionnera en partie l'agenda dominant de la recherche des 30 prochaines années. Or, la *Green Economy* n'est qu'un nouveau moyen d'affirmer qu'à tout problème social, culturel, écologique et économique, une réponse high tech est disponible, souhaitable et à privilégier. On n'y évoque jamais les défis de régénération de la biodiversité et des écosystèmes, de refonte du lien entre l'espèce humaine et la biosphère.

Il importe de promouvoir une diversité programmatique en matière d'agenda de recherche, seule méthode raisonnée et respectueuse, selon nous, de la démarche scientifique, et de la démocratie, afin de ne pas hypothéquer les capacités d'action et l'avenir des générations à venir.

***Pour une recherche libre certainement
Pour une recherche ouverte et diversifiée dans le même temps.***

LA SOCIÉTÉ PREFIGURE LA RECHERCHE À VENIR

Contrairement à une idée communément admise, c'est l'absence d'une société civile éveillée aux enjeux de la recherche, parties prenantes et légitimées dans les débats sur ses orientations et sa gouvernance qui fragilise la recherche publique et non sa présence. Les alertes de plus en plus fréquentes qu'émettent les chercheurs et enseignants-chercheurs depuis ces dernières années ne peuvent ni ne doivent laisser les acteurs sociaux indifférents.

Le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur subit l'effet de politiques néolibérales dévastatrices, une lente érosion des piliers sur lesquels cette corporation a bâti ses légitimités : on assiste en effet à une individualisation extrême de l'évaluation, à la montée en force d'une bureaucratisation envahissante conduisant à une infantilisation des acteurs, et, en parallèle, à une paupérisation massive d'une large part des travailleurs de la connaissance (il est à ce jour, en France, impossible de dénombrer les « sans statuts » sans qui la recherche française et mondiale ne serait rien) – le tout à travers une logorrhée sémantique aussi inepte que délétère (facteur d'impact, Labex, Idex, excellence...).

Or, le lien tissé entre le monde de la recherche et notre société repose exclusivement sur la confiance accordée à cette communauté dans sa capacité à énoncer, de la façon la plus préservée possible des pouvoirs et des puissances politiques, économiques, bureaucratiques et financières, une parole libre, contribuant d'un côté à définir des éléments de notre vérité collective du moment, et de l'autre à postuler et à proposer des orientations dans nos choix collectifs. Participer de l'érosion de la fiabilité et la robustesse du discours scientifique (en ne respectant pas le temps nécessaire à la pensée et à la validation par exemple) c'est fragiliser un des éléments de notre pacte politique le plus essentiel : sur quoi se fonde une grande part de notre savoir commun, de notre culture commune. *Tout ce qui affaiblit la liberté de pensée, sa diversité, que ce soit par des processus externes (pressions politiques, économiques, idéologiques ou financières) ou internes, affaiblit la société dans son ensemble.*

Le silence des acteurs de la société civile sur les enjeux de la recherche laisse le champ libre à des choix par défaut, qui s'opèrent de façon confidentielle, souvent au profit de puissances et d'acteurs dominants.

Il est dès lors de la responsabilité des acteurs de la société civile qui le jugent nécessaire de réfléchir aux façons d'élaborer un discours, de l'exprimer, le faire connaître, le légitimer, l'améliorer, le discuter, notamment avec les acteurs de la recherche qui y verront à la fois leur intérêt comme celui de la société.

Il est souvent fait le reproche à la société civile que sa voix serait trop variée pour être entendue, dispersée pour être lisible et légitime. Pour ses membres, la diversité est preuve de vitalité. Ce qui est

un fait et ne l'empêche nullement de générer des actions éclairées au travers de débats et d'actions citoyennes. Son impact dans la vie sociale et politique du pays depuis ces 40 dernières années plaide en ce sens. Malgré tout, en situation de grandes tensions, le partage de préoccupations communes, la possibilité de dégager des lignes de force et d'argumentations partagées devient, peu à peu, un enjeu pour tous les acteurs et pour nos sociétés.

C'est le sens politique de ce séminaire.

Enfin, cette analyse serait déséquilibrée si un dernier point, essentiel, ne venait renforcer la nécessité de cette initiative. Les acteurs de la société civile sont devenus de facto, peu à peu, producteurs de savoirs, d'expertises, et des partenaires à part entière du monde de la recherche, dans presque toutes les disciplines. Ces contributions à l'intelligence collective sont attestées par tous. L'augmentation du niveau d'éducation, l'émergence de nouveaux métiers liés au savoir et à la connaissance, font des acteurs sociaux des acteurs du savoir. Cette place, trop souvent méconnue – y compris par les acteurs eux-mêmes autant que par le monde académique ou les pouvoirs publics – mérite que nous discutions de la nécessité d'évolutions futures des politiques publiques de soutien au renforcement de la qualité de production de connaissances de la société civile. Dans le même sens, il importe de rendre visible l'extrême diversité des formes de coopérations entre acteurs de la recherche et acteurs sociaux, afin de rompre avec l'idée d'une séparation inéluctable entre le monde des sciences et la société, doctrine dont on sait quels intérêts elle sert. Dans les faits, nos organisations coopèrent avec le monde de la recherche. Rendre visible cet état de fait, c'est réconcilier la société avec elle-même, dans sa façon de se raconter le monde, et son devenir.

Promouvoir la recherche, c'est aussi défendre l'idée qu'elle irrigue la société dans toutes ses composantes : des individus aux institutions publiques, en passant par les entreprises privées des secteurs marchand et non-marchand, avec une même exigence de qualité. Ceci requiert des moyens et une compréhension des intérêts communs des acteurs de la recherche et des acteurs sociaux.

Il est de la responsabilité des acteurs de la société civile de structurer un espace commun favorisant des liens réguliers et institués avec les acteurs de la recherche, visant aussi à construire des discours, des propositions, des soutiens. Aussi, appelons-nous les acteurs de la société civile à participer à un premier séminaire de 2 jours, à Paris, au premier trimestre 2012, en vue de :

***Promouvoir un rôle nouveau de la société civile sur les enjeux liés à la connaissance
Défendre et promouvoir la liberté et l'ouverture de la recherche Innover en matière de
politiques publiques et de soutien aux producteurs de connaissances Refuser une posture
défensive et proposer des pistes nouvelles.***

Ont d'ores et déjà témoigné un intérêt pour l'initiative : CRID, AITEC, Groupe 38, 4D, Petits Débrouillards, IPAM, Cedetim, Fondation Sciences Citoyennes, Confédération Paysanne, Sauvons la recherche, Attac France, CCFD, Global Chance, Vivagora, Sauvons l'université, Espaces Marx, FMST, ASTS, L'appel des appels, NSS Dialogues...